

LES CHOSES DE LA VIE

Sous l'Acropole, les nouveaux damnés du capitalisme...

Lorsque certains penseurs évoquent la question de l'émergence d'un nouveau pouvoir supranational qui prend peu à peu la place et le pouvoir des Etats, oriente les économies et les finances selon ses besoins, agit comme une secte maçonnique qui regroupe une élite financière trillée sur le volet, beaucoup s'indignent et les traitent d'illuminés. On sort alors la thèse du «complot» et tous les clichés qui vont avec. Pourtant, il suffit de voir de près l'actualité pour se rendre compte que ces penseurs sont loin d'être barjots.

Ainsi, la crise du capitalisme qui enfonce des pays dans la gadoue de l'endettement montre, à l'évidence, que des gouvernements soi-disant «souverains» n'ont plus aucun pouvoir réel. Ils doivent s'incliner devant la puissance d'une... banque ! Nous avons atteint le comble du ridicule dans la crise grecque lorsque l'ancien Premier ministre avait décidé de consulter son peuple pour savoir s'il fallait rester ou non dans la zone euro. Les grands argentiers et les pouvoirs qu'ils ont mis en Allemagne et en France notamment, paniquèrent et convoquèrent tous les arguments, toutes les ficelles, toutes les menaces pour empêcher que ce vote se déroule.

Bon sang : où est la démocratie dont ils se prévalent ? Le référendum n'est-il plus l'un des moyens inventés par la démocratie pour consulter les peuples sur des questions ayant trait à leur avenir ? Non, vous rêvez si vous continuez de penser qu'il reste encore quelque chose appelée liberté dans ce fatras de vieilles théories capitalistes et de clichés éculés qui ne servent qu'à tromper les peuples ! Arrivé à son terme, le capitalisme agonise dans la douleur des masses qui ne savent plus à quel saint se vouer devant la superpuissance

des banques devenues le vrai centre du pouvoir ! Ainsi, et pour revenir au cas grec, c'est la BCE (Banque centrale européenne) qui décide réellement. Le gouvernement local doit s'exécuter.

Il semblait moins nocif ce capitalisme qui se contentait encore des usines et des entreprises, où il arrivait, bon an, mal an, à produire des richesses qui, par la force des luttes ouvrières et le combat des syndicats, participaient — même si c'étaient des miettes — à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et de leurs familles. Mais le capitalisme, boulimique par essence, exploiteur par nature, ne pouvait s'arrêter en si bon chemin. En passant au stade financier global, à la faveur de la mondialisation qui l'aide à étendre son hégémonie, il a fait un super bond en avant dans... l'inconnu ! Il est contrôlé désormais par une minorité d'actionnaires qui produisent du... vent et se font des milliards de dollars par le jeu des placements, de la spéculation et du bluff. Comme au poker. Mais dans ce dernier jeu, il y a prise de risques. Ici, ils jouent gagnant/gagnant. Et, pour que la machine marche, il faut pousser les travailleurs à consommer plus. On leur facilite l'octroi de crédits pour le logement, la bagnole, les appareils électroménagers, les voyages, toute la panoplie du parfait bonheur capitaliste ! Sauf que, à force de pousser le système dans le sens d'une rentabilité maximum qui ne profitera qu'aux patrons des banques et à quelques traders, la machine s'enraye. C'est la fameuse crise des subprimes, grande débâcle du capitalisme financier qui a montré que toute démarche humaine qui crée et renforce les inégalités arrivera, un jour ou l'autre, à créer les causes de sa propre destruction. Cette première alerte qui a laissé sur le carreau

des centaines de milliers de familles et s'est parfois soldée par des suicides et des dépressions, avait semblé agir comme un cli-gnotant rouge disant : «Attention ! Danger ! Revoyez le système ! Mettez-y un peu de bon sens, de réalisme, de justice, de solidarité, sinon il déraillera pour de bon !» Peine perdue. La tempête passera et les affaires reprennent. Mais les mêmes raisons produisent les mêmes effets. A un niveau plus élevé : ce sont désormais des pays entiers qui ploient sous le poids de la dette ! Cas d'école : la Grèce. Voici quelques faits : après cette crise dite des subprimes, les Etats se mettent à sauver les... banques ! Incroyable, on entend le mot «nationalisation» de la bouche des chefs des grandes puissances ! Pour renflouer ces banques, les Etats s'endettent. Mais, dans le cas grec, l'aide accordée à ces institutions grève les budgets d'autant plus que la crise économique frappe de plein fouet le pays : baisse des recettes fiscales et augmentation du chômage. On n'est pas arrivé là par hasard : en rentrant dans la zone euro, la Grèce s'engageait à mettre en branle une politique ultralibérale qui ne profitera qu'aux multinationales. Tout cela sous l'œil de la super-puissante BCE qui refuse d'aider les Etats déficitaires, les obligeant à aller chercher l'argent dans les marchés financiers. La dette augmente. Il n'y a aucune solution à l'horizon : prisonnière de la zone euro, la Grèce n'arrive pas à vendre ses produits, beaucoup plus chers que ceux des autres pays européens. Le déficit commercial aggrave la dette. En fin de compte, la Grèce donne tout à l'Europe sans rien recevoir et l'argent cédé par l'Union européenne revient à... 97% dans les caisses de la même UE !

Toutes les mesures prises ces derniers mois et qui ont lourde-

ment pesé sur les conditions de vie des Grecs, n'ont pas donné satisfaction à la BCE et aux chefs de file français et allemands ! Personne ne dira que ce qui arrive aux Grecs est la faute de cette politique élaborée en dehors de la souveraineté nationale, un plan servant les intérêts des banques et des multinationales ! La facture est lourde : avant les dernières mesures qui ont allumé le feu, les salaires étaient réduits de 30%, le SMIC abaissé à 600 euros, l'essence et le mazout augmentés de 100%, l'électricité, le gaz, les transports, de 50%. Autres résultats dramatiques : plus de 50 000 entreprises ont fermé leurs portes. Des familles qui vivaient à l'aise se retrouvent avec des allocations chômage, les employés du secteur public ne sont pas payés durant de longs mois... Ajoutez à cela une situation tragique : pour porter plainte devant la police, on paye 150 euros sinon la plainte ne sera pas prise en charge. Les nouveaux impôts s'accumulent. Actuellement, beaucoup de familles vivent avec le strict minimum, sans chauffage, ni électricité. Il n'y a plus de livres dans les écoles. Les universités se sont arrêtées jusqu'à nouvel ordre.

Et comme tout cela ne suffisait pas, la Grèce vient d'adopter de nouvelles mesures d'austérité en échange du nouveau plan d'aide de 130 milliards d'euros qui prévoit une baisse de 12 % des retraites supérieures à 1 300 euros par mois ; une réduction de 22 % du salaire minimum et de 32 % pour les jeunes de moins de 25 ans ; un gel des salaires pour certaines catégories de salariés jusqu'à ce que le taux de chômage tombe en dessous des 10 %.

C'est la faillite totale. C'est l'exemple parfait de ce qui arrive quand on ne défend pas l'intérêt national et la souveraineté d'un peuple embarqué malgré lui dans



Par Maamar FARAH
maamarfarah20@yahoo.fr

la mondialisation et son système économique le plus efficace : l'ultralibéralisme. Du temps de l'impérialisme historique, les grandes compagnies capitalistes utilisaient les armées et les administrations de leurs pays pour spolier nos terres, exploiter notre main-d'œuvre et piller nos richesses. La mondialisation leur offre tout cela et à moindre prix : les pouvoirs locaux sont désormais chargés de ce sale boulot. Pour conclure, je ne crois pas que le peuple grec se laissera faire. La logique même du capitalisme financier boulimique le poussera à chasser ces gouvernements qui se ressemblent malgré l'illusion droite/gauche et à prendre en main sa destinée pour imposer des solutions qui ne feront plus pleurer les ménagères et les enfants de l'Acropole. Récemment, la mairie d'Athènes annonçait en grande pompe la distribution gratuite de viandes... Voilà la réalité de la Grèce «européenne» !

M. F.
(À suivre)

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Désordre dans les cuisines du Palais !

Football. Equipe nationale. Après le match aller contre la Gambie à Banjul...

... L'ambassadeur des Etats-Unis à Alger salue la prestation des Verts et appelle les Algériens à se rendre nombreux au match retour.

Où va-t-on ? Ah ! Oui ! Là, je suis bien obligé de me la poser cette question. Où va-t-on si même les résidences de l'Etat se mettent à la grève et peut-être même bientôt à l'émeute ? Comme si nous n'avions pas déjà fort à faire avec les autres grèves et mouvements sociaux ! Et puis qu'est-ce que c'est que ce régime qui arrive à se faire détester par tout le monde, même par ceux qui lui passent les petits-fours et la gazouze ? Ça fait désordre si les employés de maison se mettent dans l'idée de brûler le château ! D'ailleurs, je me demande dans quelles conditions va se dérouler la prochaine réception officielle à Djenane El-Mithak. Bonjour l'ambiance si les revendications des 200 employés de cet organisme ne sont pas satisfaites et qu'ils tirent encore la gueule en pleine soirée. J'imagine d'ici les carafes de leben qui se renversent, les verres qui cassent, les nappes volontairement tachées et pas changées, les couverts mal lavés, les cartons portant les noms des invités à table volontairement inversés et les glaçons faits avec l'eau du puits voisin. C'est qu'ils ont le pouvoir de vous pourrir une réception, les bougres ! C'est franchement pas le genre de catégorie professionnelle qu'il faut asticoter. Autant un enseignant, un paramédical ou un chômeur, tu peux l'ignorer, le balader, le bana-

ner et même le faire bastonner. Qu'est-ce qu'il va faire ? En gros, il va exhiber ses bleus dans les journaux non exemplaires, revenir faire sit-in et se refaire bastonner. Par contre, le personnel d'une résidence d'Etat, c'est une autre paire de manches. Et pas toujours immaculée, la manche ! C'est qu'ils sont capables d'interrompre un président qui prononcerait un toast de bienvenue en l'honneur d'une chef de la diplomatie d'une puissance mondiale (c'est juste pour l'exemple), de lui couper la parole et de lire à son micro confisqué toute une liste de revendications socioprofessionnelles. Je vois d'ici la mine éberluée de la diplomate. Et s'il n'y avait que ça ! Imaginez que la grogne gagne les cuisines de la Résidence d'Etat ! Mon Dieu ! Les convives obligés de se faire eux-mêmes leur tambouille. Master Chef à El-Mithak ! «Hillary, s'il te plaît, passe-moi la salière ! Mais bien sûr, Abdelaziz ! En retour, peux-tu demander à Mourad de mastiquer moins fort.» Les réceptions de Monsieur le Président risquent de valoir le déplacement, si ce mouvement de grève continue. Je crains même une escalade. Qui dit que les gardes du corps et les chauffeurs d'El Mouradia ne vont pas se solidariser avec les employés de Djenane El-Mithak ? Ça promet un beau barouf si tout ce beau monde fait jonction ! La colère à l'extérieur du palais. Dans la rue. Et la colère à l'intérieur du Palais. Dans ses cuisines et salons cos-sus. Mon Dieu que ça fait désordre ! Vous reprendrez bien un petit-four ? Ils sont faits maison ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.